



Collectif des Associations de Protection
de la Nature et des Usagers
de la Baie d'Aigues-Mortes

Collectif d'Associations de Protection de la Nature et des Usagers de la Baie d'Aigues Mortes 7 Avenue J. Lasserre Le Cabestan 30240 Port Camargue

**Déclaré – Préfecture du Gard N°0302022470, le 18 mars 2006 Inscrit au JO N° 20006001 le 18 mars 2006 à la
rubrique Social/Technique/Recherche Identifiant Siret 504 843 343 00014 Identifiant Siren 504 843 343**

www.capnubam.org Tél. du Président 06 19 71 33 94

AAN Association Aigues Navales, **ACE** Association Carnon-Environnement, **ACQV** Association Carnon Qualité de Vie, **ALPC²** Association Libre des Propriétaires et Copropriétaires de Port Camargue, **APAM** Association des Plaisanciers Aigues-Mortais, **APGRT** Association des propriétaires et résidents du Grand Travers, **APPGM** Association des Plaisanciers du Port de La Grande Motte, **ARP** Amis et Riverains du Ponant, **ASPPC** Association Sportive des Plaisanciers de Port Camargue, **CLE** Camargue Littorale Environnement, **CDHESSM** Comité Départemental Hérault Sports et Sports sous-marins, **LLRSN** Ligue Languedoc-Roussillon de Ski Nautique, **LUR** Ligue Urbaine et Rurale section Languedoc-Roussillon, **ODAM** Observatoire des déchets de l'Agglomération de Montpellier, **UNAN-Golfe du Lion** Union Nationale des Associations de navigateurs du Golfe du Lion.

Le collectif Capnubam regroupe 15 associations totalisant quelques 10.000 adhérents et couvre un large éventail d'utilisateurs.

Commentaires et observations de CAPNUBAM

sur le

Rapport d'enquête publique préalable à l'autorisation du projet de construction de la station d'épuration de Carnon

Le 26 avril 2011

Le collectif d'associations de protection de la nature et des usagers de la Baie d'Aigues-Mortes CAPNUBAM tient à rappeler les conditions dans lesquelles s'est déroulée l'enquête publique préalable concernant la demande d'autorisation déposée par le SIVOM de l'Etang de l'Or pour la construction d'un bio réacteur membranaire sur la commune de Carnon. Il apporte plusieurs rectificatifs sur l'argumentaire développé par le commissaire enquêteur dont l'avis défavorable lui paraît insuffisamment étayé au regard de la définition des périmètres d'incidences environnementales.

En préalable un rappel de la chronologie de ce dossier sera donné, et les modalités de la participation de CAPNUBAM à cette enquête publique préalable seront détaillées, sachant que les réflexions et remarques exprimées par ce collectif, le sont à travers sa commission scientifique *qualité des eaux littorales* animée par son association membre « Amis et Riverains du Ponant ARP ».

Chronologie du dossier d'enquête préalable

Par arrêté préfectoral n° 210-1-3112 en date du 26 octobre 2010, Monsieur le Préfet de l'Hérault a ouvert une enquête publique concernant la demande d'autorisation de construction d'une nouvelle station d'épuration à Carnon commune de Mauguio. Les documents ouverts à consultation publique incluaient le projet lui-même déposé en préfecture le 7 octobre 2010, et basé sur une étude du bureau EgisEau qui comportait deux parties 1) une demande d'autorisation au titre des articles L 214- 1 à 6 du code de l'environnement de construire un bioréacteur à membrane d'une capacité de 22.500 EqH, y raccorder les réseaux existant et détruire l'ancien ouvrage 2) un document d'évaluation des incidences au regard des objectifs de protection de l'environnement et de conservation des sites Natura 2000. Etaient annexées une note de 8 pages de la DREAL-LR, intitulée « Avis de l'autorité environnementale », ainsi qu'un mémoire explicatif de 18 pages de Madame la Présidente du SIVOM de l'étang de l'Or, maître d'ouvrage. Nos associations ont eu l'occasion de prendre connaissance de ces différents dossiers, dont un exemplaire avait été déposé en mairie annexe de Carnon.

Au terme de l'enquête qui s'est déroulée du 24 novembre au 27 décembre 2010, Monsieur Alain Sérié commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif de Montpellier, a remis au maître d'ouvrage un procès-verbal des observations ou questions, qu'il avait recueillies lors des 34 jours de consultation publique, et demandé au SIVOM maître d'ouvrage qu'un mémoire de réponse lui soit adressé avant le 18 janvier 2011.

Dès réception dans le délai imparti de ce mémoire de réponse, le commissaire enquêteur a finalisé son rapport d'enquête comportant 58 pages, et l'a déposé en préfecture le 2 février 2011.

C'est le 14 avril 2011 que nos associations ont pu prendre connaissance des avis et conclusions du rapport d'enquête du commissaire, ce qui les amène à formuler un ensemble de mises au point.

Cadre de la participation de CAPNUBAM à l'enquête préalable

En tant que représentant du collectif CAPNUBAM notre secrétaire général mandaté par le président de ce collectif, ainsi que par la présidente de l'ARP, a eu l'occasion de rencontrer le commissaire enquêteur une première fois le 1^{er} décembre 2010 à la mairie annexe de Carnon. Il lui a brièvement exposé, à sa demande, l'origine et les effectifs de nos associations. Nous sommes des citoyens légalement associés et regroupés, et bien que bénévoles, disposant de compétences professionnelles étendues. De par nos statuts, notre réflexion associative s'attache à défendre le patrimoine laguno-marin de la Baie d'Aigues-Mortes, toute tendance politique ou philosophique confondue.

En réponse, le commissaire enquêteur a expliqué son souci d'instruire au mieux un dossier complexe, qui faisait débat sur deux points principaux.

En premier lieu il s'interrogeait sur l'intérêt de maintenir un apport hydraulique permanent à l'Etang du Maire, apport que certaines instances jugeaient inutile. D'autre part, l'alternative d'un raccordement de Carnon au réseau d'assainissement de Maéra Montpellier Agglomération, paraissait pour certains une option raisonnable, techniquement et financièrement. A ce titre le commissaire enquêteur avait jugé nécessaire, et préalablement à l'ouverture de l'enquête, de visiter à Carnon le site de la future implantation du projet de bioréacteur membranaire avec les responsables du SIVOM, puis trois jours plus tard, soit le 5 novembre 2010, l'ouvrage Maéra.

Après consultation et débat au sein des conseils d'administration respectifs de CAPNUBAM et de l'ARP, notre secrétaire général a expliqué au commissaire enquêteur, lors d'un second entretien qui s'est déroulé le 15 décembre 2010, que nos associations feraient connaître leur position sur ces deux questionnements, et que cela donnerait lieu à la remise de rapports séparés dans son registre d'enquête. Il a rappelé également au commissaire enquêteur qu'à la demande de ses 15 associations membres, le collectif CAPNUBAM se prononçait globalement pour une gestion raisonnée et prévoyante du patrimoine laguno-marin de la Baie d'Aigues-Mortes et que cette réflexion était étayée par un ensemble de documents consultables sur le site www.capnubam.org. Que par ailleurs, siégeant au Comité de Suivi de Maéra institué par arrêté préfectoral n° 2004-01/1301 renouvelé en 2008, nous avions connaissance des risques que représentait la charge polluante déversée au large de Carnon par l'émissaire sous-marin, ainsi que de certaines insuffisances de cet ouvrage.

Documents CAPNUBAM/ARP versés au dossier d'enquête préalable concernant le projet de STEP de Carnon

Conformément à notre engagement, nous agrafions le 20 décembre 2010 en page 7 du registre d'enquête publique, un premier document intitulé « L'étang du Maire, un exceptionnel biotope lagunaire destiné à disparaître sans apport régulier d'eau douce ». En note de présentation rédigée de par notre secrétaire général en page 7, nous demandions au commissaire enquêteur d'être auditionnés en réunion publique contradictoire, pour faire valoir nos arguments.

Par ailleurs le 27 décembre 2010 nous agrafions en page 20 du registre d'enquête le second dossier comportant 10 pages, et intitulé « Charges bactériennes déversées dans la Golfe d'Aigues-Mortes par la station d'épuration de Maéra de 2005 à 2010 ».

Ces deux documents s'inscrivaient en faveur de la construction d'un bioréacteur à membrane sur la commune de Carnon, au regard des contraintes environnementales et de l'intérêt public général.

D'autres associations membres du collectif CAPNUBAM avaient souhaité exprimer séparément dans le registre d'enquête, leur avis en faveur de ce projet, il s'agissait de « Carnon Environnement » et de « Carnon Qualité de Vie ». Enfin comme le mentionne le rapport d'enquête, un ensemble de personnes s'est exprimé dans le même sens à titre individuel totalisant plus de 20 avis positifs, mais *a contrario* des associations ou personnes de sensibilité diverse la plupart non caronaises se sont prononcées contre le projet.

Le problème de la définition du périmètre des incidences environnementales

Bien que le strict cadre de l'impact environnemental ne concernât que le périmètre immédiat de rejet du futur bioréacteur membranaire de Carnon, à savoir majoritairement l'Etang du Maire et secondairement l'Etang de l'Or, le fait que le commissaire eût placé l'alternative d'un raccordement à

Maéra dans le champ de son évaluation préalable, élargissait par la même le périmètre des incidences. Cette initiative conforme aux attentes de l'autorité environnementale, répondait également aux remarques du Grenelle 2008 allant dans le sens d'une prise en compte plus en amont des incidences environnementales d'un projet, et plus largement aux attentes de l'Union Européenne en matière de Gestion Intégrée des Zones Côtières.

En conclusion nous avons expliqué au commissaire enquêteur qu'il convenait que l'évaluation de l'impact sur l'environnement ne se limite pas au seul périmètre du réacteur biologique membranaire, mais qu'elle prenne également en compte la charge polluante alternative transitant par les réseaux de Montpellier Agglomération et débouchant à la sortie de l'émissaire sous-marin au large de Carnon.

Sur ce chapitre nous avons rappelé au commissaire enquêteur que l'arrêté préfectoral n° 2005 01 1907 du 25 juillet 2005 autorisant la mise en service de l'ouvrage Maéra avait été accordée à titre provisoire, sous réserve que le maître d'ouvrage, Montpellier Agglomération, respecte un ensemble de conditions, inscrites dans le cadre d'un « protocole de suivi » à même de quantifier l'impact du rejet sous-marin sur le milieu récepteur.

Poursuivant notre explication, nous avons informé le commissaire enquêteur qu'ayant participé à cinq comités de suivi de Maéra, dont le dernier en date tenu le 3 décembre 2010, nos associations formulaient des inquiétudes quant au respect des obligations prescrites dans l'arrêté du 25 juillet 2005, à savoir très fortes variations d'abattelements bactériens laissant penser que l'ouvrage avait des difficultés sur sa filière boue, modélisation sommaire et peu réalistes des paramètres conservatifs et non conservatifs des dérives de panaches en mer, manque d'information sur le curage de l'émissaire, absence d'analyse de la faune benthique sédentarisée aux alentours du rejet.

Enfin nous informions le commissaire que le site Natura 2000 « Posidonies de la côte palavassienne » FR 910 14 13 avait été proposé à l'intégration au réseau écologique communautaire par la France en février 2001, au titre de la directive habitats faune flore DHFF. Par la suite, la proposition comme Site d'Intérêt Communautaire (pSIC) avait fait l'objet d'une publication au *Journal officiel* de l'Union européenne le 21 septembre 2006. Situé dans le Golfe du Lion, il représente une vaste étendue marine plongeant jusqu'à 20 mètres de profondeur et couvrant une superficie de 10 830 hectares, allant de la commune de Frontignan à celle de La Grande-Motte, et s'étendant en mer jusqu'à 2 milles nautiques. Le périmètre du site implique entre autres communes littorales celle de Mauguio-Carnon.

Le commissaire enquêteur n'a pas commenté nos remarques, semblant peu informé de ces questions, seconde raison pour laquelle il nous semblait légitime de demander un débat public.

Réponses du commissaire enquêteur aux argumentaires de CAPNUBAM/ARP

Les conclusions et avis de Mr Sérié sont exposés dans un document de 58 pages intitulé « Enquête publique préalable à l'autorisation au titre de la loi sur l'eau sur le territoire communal de Mauguio-Carnon de la station d'épuration de Carnon (Hérault) par le SIVOM de l'Etang de l'Or ». Le texte que nous avons consulté en mairie de Mauguio le 14 avril 2011 est largement consacré à l'exposé parfois redondant des avis exprimés tout au long des 34 jours de consultation publique. Il commente également les réponses concernant la comptabilisation précise des transferts trophiques et hydrauliques du rejet du futur bio réacteur, incluse dans le mémoire de réponse du SIVOM maître d'ouvrage en date du 18 janvier 2011. Enfin il tente d'évaluer la pertinence des arguments et contre-arguments relatifs à ce projet. Concernant les réponses du commissaire enquêteur aux questions posées par CAPNUBAM /ARP, nous formulons les remarques qui suivent:

A) Non recevabilité de notre demande de débat public

Comme nous l'avons précédemment indiqué, la demande de débat public a été inscrite dans le cahier de registre le 20 décembre 2010, c'est-à-dire une semaine avant la clôture de l'enquête.

Selon l'article R 123-20 du code de l'environnement, le commissaire enquêteur aurait dû en faire part au préfet et au maître d'ouvrage pour organiser ce débat, et éventuellement proroger si nécessaire la date de clôture de l'enquête. Le commissaire nous a répondu qu'en raison de son éloignement et des délais impartis, il n'avait pu consulter le registre à temps et ne pouvait en conséquence nous accorder qu'une courte entrevue à Mauguio le jour de la clôture d'enquête, et qu'il restait joignable par téléphone. Nous lui avons rappelé en conversation téléphonique les attentes de notre collectif concernant une demande de débat public, mais il nous a répondu qu'il ne pouvait rien faire de plus, ce dont nous avons pris acte.

B) Débat sur la question de l'apport hydraulique à l'étang du Maire

Le rapport de l'« autorité environnementale » annexé au projet, rappelait, à juste titre, le statut particulier de cet étang qui a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de protection de biotope en juillet 1984 afin de préserver la richesse ornithologique du site, et qui est par ailleurs classé ZNIEFF type II, tout en étant aussi inclus dans un périmètre Natura 2000 d'intérêt européen, ainsi que dans l'aire RAMSAR comme zone humide d'importance internationale sur l'axe des grandes migrations.

Dans la première note que nous avons portée au registre d'enquête, nos associations avaient repris l'historique de cet étang en illustrant le propos de plusieurs cartes et références anciennes (Cassini, cadastre napoléonien, aménagement des salins de Pérols au milieu du 19^{ème} siècle isolant l'étang du Salin par une digue, carte géologique du bourrelet de côte de la Castillonne). Ce rappel montrait l'identité particulière de cet étang, isolé au sud par la digue des salins puis au nord à partir de 1969 par l'allongement de la piste de Fréjorgues, mais relié à l'étang de l'Or par un canal de fuite. Nos propres observations de terrain avaient abouti au constat que cet étang ne pouvait être assimilé à une roselière puisqu'il était constitué de fourrés et tamarisais très denses, ce qui en faisait sa particularité écologique, et son intérêt ornithologique. Depuis quarante ans il n'avait été soumis à aucun *assec* (assèchement estival), puisque constamment alimenté par l'apport hydraulique de la station d'épuration de Pérols Carnon installée en 1972.

Sur cette question le commissaire enquêteur a fait état des remarques de l'ONEMA (Office national de l'eau et des milieux aquatiques), relayées par deux prud'hommes de pêche, à savoir que des périodes d'*assecs* sont bénéfiques pour la régénération des milieux aquatiques. Cette remarque d'ordre général est surtout justifiée pour le cas des roselières, car les rhizomes supportent mal les longues périodes d'immersion. Elles ne peuvent s'appliquer dans le cas du Maire dont les berges comportent des nombreuses réticulations de lagunage qui supportent une végétation permanente de fourrés installée à environ 0,8m au-dessus du plan d'eau permanent.

Sur la question des bénéfices présumés d'un arrêt d'apport hydraulique à cet étang, notre rapport citait l'exemple de l'étang du Salin soumis à des *assecs* annuels. Voisin de l'étang du Maire, ce frère jumeau a progressivement évolué vers un état de dégradation consécutif aux fortes remontées de salinité. En effet la proximité de la côte, fait que la nappe phréatique de sub-surface se prolonge sous le cordon dunaire vers l'intérieur. Dans ce cas le bénéfice de l'*assec* est contrebalancé par la salure

excessive du milieu lagunaire qui élimine aussi bien roseaux que fourrés à tamaris, supports de choix pour les oiseaux.

Nos remarques portées au premier dossier agrafé dans le registre d'enquête, étaient étayées de clichés aériens en période de basses et hautes eaux démontrant l'équilibre hydraulique très particulier de l'étang du Maire. Etais annexé un tableau détaillé des dénombrements d'oiseaux fréquentant cet étang, et le classant loin devant les autres sites répertoriés de tout le pourtour de l'étang de l'Or.

Dans sa logique d'information amont de première main, on eût espéré que le commissaire enquêteur, forestier de profession, prît l'initiative d'effectuer une visite d'inspection des berges de l'étang du Maire. Il n'a pas jugé opportun de pondérer des remarques générales de l'ONEMA, peu en rapport avec la spécificité du site.

Nos associations s'inscrivent en faux contre l'avis exprimé en page 52 de son rapport, stipulant que « l'argument avancé du maintien en eau de l'étang du Maire ne peut être retenu comme **scientifiquement étayé** », qu'en conséquence « il ne paraît donc pas possible de le considérer comme un élément déterminant favorable à la création d'une STEP à Carnon ». Nous nous permettons de retourner cet argument contre la thèse avancée par l'ONEMA laquelle ne comporte aucun descriptif précis de l'écosystème de l'étang du Maire, mais se limite à des considérations d'ordre général comme nous venons de le signaler.

C) Périmètre des incidences environnementales du rejet de Maéra

Lors de nos entretiens, nous avons signalé au commissaire enquêteur que notre collectif d'associations ne remettait pas en cause l'arrêté préfectoral N° 2005-01-1907 autorisant l'exploitation du système Maera pour une période de 10 ans à compter du 29 juillet 2005, mais qu'il s'inquiétait de faire respecter les obligations faites à Montpellier Agglomération maître d'ouvrage dans le cadre de cette autorisation (voir nos remarques précédentes en page 4).

Le second document agrafé en page 20 du registre d'enquête, consistait donc en une rétrospective de cinq années de fonctionnement de Maéra. Le propos centré sur l'évaluation des charges bactériennes rejetées par l'ouvrage de 2005 à 2010, posait la question des risques sanitaires liés aux panaches de bactéries fécales. Plus généralement il posait la question des rejets particuliers conservatifs et non conservatifs de cet ouvrage, aggravée par le problème complexe insuffisamment pris en compte, du mélange des eaux douces de l'effluent dans le milieu marin, et qui régit la dispersion des panaches polluants.

De sa visite à Maéra, le commissaire enquêteur retient en page 24 de son rapport final, que cette usine a reçu les certifications ISO 9001 ISO 14001, ILO-OSH 2001, argument très souvent mis en avant dans la stratégie de communication de Montpellier Agglomération. Il n'aborde pas l'impact polluant de cet ouvrage, mais s'attache à relater les aspects financiers d'un raccordement au réseau d'assainissement de Montpellier Agglomération. Aucune mention n'est faite sur les risques sanitaires directs et indirects auxquels les populations riveraines et les usagers du Golfe d'Aigues Mortes peuvent être exposés par le rejet de l'émissaire. Pas plus que ne sont évoquées les incidences de ce rejet sur les équilibres écologiques du site Natura 2000 en mer FR 910 14 13 *Posidonie de la Côte Palavasienne*. Or ce site fait actuellement l'objet de la construction d'un DOCB à l'initiative d'un comité de pilotage porté par l'Agence des Aires Marines Protégées et le Comité Régional des Pêches Maritimes et des élevages Marins du Languedoc-Roussillon, ce comité de pilotage Natura 2000 étant hébergé à la Station Méditerranéenne de l'Environnement Littoral de Sète.

Par ailleurs suite aux conversations téléphoniques que le commissaire a eues avec Monsieur le délégué régional de l'Agence de l'Eau de Montpellier, il est noté toujours en page 24 que cette instance s'était prononcée par écrit pour une solution de compromis consistant à raccorder Vauguières au réseau d'assainissement de Montpellier Agglomération, et à créer une station d'épuration membranaire traitant les effluents de Carnon. La technique projetée pour cette station lui paraissait très performante en matière de bactériologie mais moins pour l'azote et le phosphore. Cela laissait-il sous-entendre qu'aux yeux de ce délégué régional, l'incidence environnementale sur le milieu lagunaire représentait un moindre mal par rapport aux incertitudes d'un impact sur le milieu marin ? Cette question n'a pas été reprise dans le rapport final d'enquête.

Or la loi sur la responsabilité environnementale votée le 1^{er} août 2008 entraîne une extension du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 et s'applique à des documents de planification ou à des interventions susceptibles d'affecter ces sites. En conséquence elle s'applique pour le site FR 910 14 13 *Posidonie de la Côte Palavasienne*, conformément à la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes (Loi n° 2008-757 du 1^{er} août 2008).

Avis du Commissaire Enquêteur

On remarquera que dans l'exposé final de son avis défavorable argumenté en 11 points, le commissaire enquêteur reste pour l'essentiel sur le registre d'une évaluation comptable et technique de gestion des réseaux, mais ne place pas le débat *in fine* sur les réels enjeux environnementaux, qu'il s'agisse du milieu récepteur lagunaire d'une part ou du milieu marin d'autre part. Il omet de rappeler le jugement pondéré exprimé par l'Agence de l'Eau de Montpellier proposition que le commissaire enquêteur juge ambigüe (page 24). Au total CAPNUBAM constate

- que l'argumentaire avancé par le commissaire enquêteur sur l'étang du Maire repose sur des considérations d'ordre général qui sortent de la problématique spécifique de cet étang. L'option proposée met en réel danger un précieux patrimoine lagunaire que la France se doit de protéger au titre d'un APPB mais aussi au titre d'engagements européens et internationaux de protection de la biodiversité.
- que la présentation des avantages d'un raccordement à l'ouvrage Maéra, relève de considérations basées sur une logique de réseaux de Montpellier Agglomération, et qu'elle ignore les contraintes littorales auxquelles doit face la Communauté de Communes du Pays de l'Or. Le commissaire omet d'évoquer l'impact du rejet sous-marin sur le site FR 910 14 13 *Posidonie de la Côte Palavasienne* et ne tient pas compte des remarques formulées dans notre deuxième dossier. Il s'est abstenu de commenter ce document de 20 pages au motif que « l'arrêté préfectoral N° 2005-01-1907 autorisant l'exploitation du système Maera ne pouvait être remis en cause ». Or l'expérience de ces cinq dernières années montre que plusieurs prescriptions de cet arrêté restent encore en attente d'exécution.

Considérant que la préservation du patrimoine naturel n'a pas été évaluée à la mesure des engagements de l'Etat vis-à-vis de la protection de la biodiversité des espaces laguno-marins de la Baie d'Aigues-Mortes, le collectif CAPNUBAM estime de son devoir de contester les conclusions du commissaire enquêteur et d'exiger d'être auditionné en débat contradictoire.

Jean Pierre Chérifcheikh Président de CAPNUBAM

Port Camargue le 26 avril 2011



